



LUNDI 27 AOÛT 2018 À 16:01



Budget : « La réalité finit par rattraper Emmanuel Macron »



Croissance plus faible, déficit, économies sur les aides sociales... L'équation se complique en cette rentrée pour le gouvernement. Du grain à moudre pour les oppositions.



Par François Vignal

@francoisvi

3mn

La rentrée aurait pu mieux se présenter pour le gouvernement. La faute aux indicateurs économiques. Ils mettent à mal les plans de l'exécutif, contraint de conjuguer avec une croissance plus faible que prévu. Le premier ministre Edouard Philippe a reconnu, dans un entretien au Journal du dimanche, que le gouvernement tablait sur une prévision de croissance de 1,7% l'an prochain, contre 1,9% espéré encore au cœur de l'été. Lundi matin, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a reconnu que la France ne pourra pas tenir son objectif de réduction du déficit à 2,3% du PIB en 2019, visant plutôt 2,6%, comme cette année.

Conséquence : le gouvernement multiplie les mesures d'économie. Le premier ministre a annoncé que les retraites, les allocations familiales et les APL n'augmenteront que de 0,3% les deux prochaines années. Ils ne seront donc pas indexés sur l'inflation, qui atteint 1,7% pour le moment et qui devrait se situer à 2,3% sur l'année. Côté fonction publique, 4.500 postes supplémentaires seront supprimés et la réduction des emplois aidés continuera, passant de 200.000 à 100.000. Pas sûr que la hausse du RSA, de certains minima et la suppression des cotisations salariales – une promesse de campagne, synonyme de hausse de pouvoir d'achat – compenseront ces économies.

Autre annonce faite par Bruno Le Maire : le report du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 2019 d'une baisse de cotisations patronales de quatre points. De quoi économiser 2 milliards d'euros supplémentaires. La mesure permet aussi à l'exécutif de montrer que les efforts ne sont pas seulement demandés aux Français, mais aussi aux entreprises.

« Le rideau de fumée se dissipe »

La révision des chiffres de la croissance ne surprend pas vraiment Vincent Eblé, président PS de la commission des finances du Sénat. « Avant l'été, jusqu'au débat d'orientation des finances publiques, le gouvernement était encore à 2% de croissance. Puis il a dit 1,9%. Maintenant, c'est 1,7%. Je ne suis même pas sûr que ce sera atteint. On est tenu, quand on dirige un pays, à une certaine prudence dans les annonces. Ce gouvernement a péché par imprudence » estime le sénateur de Seine-et-Marne. Vincent Eblé ajoute : « La réalité finit par rattraper Emmanuel Macron et son gouvernement. Aujourd'hui, le rideau de fumée se dissipe et les chiffres rattrapent le gouvernement ».

Alors que l'effort se fait aujourd'hui sur les prestations sociales, le socialiste rappelle que l'an dernier, « ils ont sensiblement baissé les prélèvements obligatoires, ils ont réduit les recettes publiques pour les catégories les plus fortunées, avec la suppression de l'ISF, le prélèvement forfaitaire unique. Ce n'est pas pour les couches moyennes ou les catégories populaires ».

Bouffée d'air pur pour les oppositions

La conjoncture économique donne des arguments aux oppositions. Une bouffée d'air pur politique pour la rentrée. Selon Roger Karoutchi, sénateur LR des Hauts-de-Seine, « c'est un constat d'échec. Pourquoi on cherche autant d'économies ? Parce qu'en 2018, avec 1,7% de croissance, nous serons les derniers en Europe ». Pour le sénateur, la réduction de voilure du train de vie de l'Etat ne va pas assez loin et l'engagement de supprimer d'ici la fin de quinquennat 50.000 postes de fonctionnaires ne sera « pas tenu ».



« L'Etat est incapable de faire 1 ou 2% de réduction dans ses dépenses. Résultat, on va prendre dans la poche de tous les Français. Première cible, les retraités. Ça ne suffisait pas d'avoir augmenté en 2018 de manière considérable la CSG. (...) On leur dit maintenant qu'on va réévaluer les retraites de 0,3%, sachant que l'inflation estimée sera de 2,3%, ce qui revient à dire que les retraites perdront 2% de pouvoir d'achat supplémentaire en 2019, puis 2% en 2020. En 3 ans, tous les retraités auront perdu 8 à 10% de leur pouvoir d'achat » fustige Roger Karoutchi, qui y ajoute les allocations familiales : « On s'en prend aussi aux familles » (voir la vidéo, images d'Adrien Devalay).

« Lendemain qui déchantent »

Seule mesure qui a naturellement grâce aux yeux du sénateur LR : la suppression des cotisations sur les heures supplémentaires. « Comme Nicolas Sarkozy l'a mise en place en 2007 (dans une version un peu différente, ndlr), je m'en voudrais de critiquer, au contraire. (...) On est pour cette mesure. Pour le reste, on peut s'inquiéter ».

Les prochaines échéances électorales en tête, Roger Karoutchi prédit déjà « des lendemain qui déchantent » à la majorité. « Je dis ça, je dis rien, mais je dis à En Marche : vous rêviez de faire des scores pharaoniques aux européennes. Attention à ne pas faire des scores bathscaphes ». Autrefois dit, de toucher le fond. Emmanuel Macron en est encore loin. Mais selon un sondage Ifop, la cote de popularité du chef de l'Etat, après un été marqué par l'affaire Benalla, chute de cinq points, passant de 39 à 34% de « satisfaits » en un mois. Son plus bas niveau depuis son élection.